

# **COMMUNE MIXTE DE COURROUX**

**Règlement  
de l'agence de sécurité  
locale**

## TABLE DES MATIÈRES

<b>DISPOSITIONS LEGALES .....</b>	<b>5</b>
<b>I. GENERALITES.....</b>	<b>5</b>
But.....	5
Tâches .....	5
Surveillance de l'agence locale .....	6
<b>II. ORGANISATION.....</b>	<b>6</b>
Terminologie .....	6
Composition .....	6
Attributions .....	7
<b>III. CONTRÔLE DES HABITANTS.....</b>	<b>7</b>
Registre.....	7
Changement de domicile .....	7
Contrôle .....	8
Objets trouvés .....	8
<b>IV. POLICE SANITAIRE .....</b>	<b>8</b>
Lutte contre les épizooties.....	8
Elimination des dépouilles et cadavres d'animaux .....	8
Surveillance des cimetières.....	8
<b>V. POLICE DES CONSTRUCTIONS .....</b>	<b>9</b>
Permis de construire .....	9
Mesures de sécurité par rapport à la voie publique.....	9
Construction, utilisation des chemins et des ouvrages collectifs .....	9
<b>VI. POLICE CHAMPÊTRE ET GARDE DES ANIMAUX.....</b>	<b>9</b>
Protection des finages .....	9
Protection des eaux.....	10
Protection des animaux .....	10
Prescriptions particulières sur les chiens et autres animaux .....	10
Conduite de chevaux .....	11
Protection de l'environnement, ordre et propreté aux alentours des bâtiments .....	11
Feux à proximité des maisons .....	11
Dépôt de machines hors d'usage.....	12
Protection des bornes et chevilles .....	12

Prescriptions particulières concernant les chemins vicinaux .....	12
Camping – Mesures restrictives .....	12
<b>VII. POLICE URBAINE.....</b>	<b>13</b>
a) ORDRE PUBLIC DÉFINITION.....	13
Circulation routière .....	13
Usage de la voie publique, restrictions .....	14
Dérogation.....	14
Arbres et haies .....	14
Obligation d'éliminer des objets et autres présentant un danger.....	15
Dérivation des pluies .....	15
Trottoirs .....	15
Réparation de véhicules .....	15
Voitures publicitaires .....	16
Fouilles dans les routes et chemins - obligations .....	16
Professions ambulantes, fêtes du village.....	16
Sports d'hiver et enlèvement de la neige .....	16
Mesures spéciales.....	17
Fontaines publiques.....	17
Domage à la propriété et souillures à la propriété d'autrui.....	17
Affichage public .....	17
b) TRANQUILLITÉ ET SÉCURITÉ PUBLIQUE .....	17
Nuisances .....	17
Bruit.....	18
Engins motorisés.....	18
Engins pyrotechniques .....	18
Auberges, salles de concert et de réunion, lieux de divertissements.....	19
Travail du dimanche et des jours fériés .....	19
c) PROPRIÉTÉ ET HYGIÈNE PUBLIQUE.....	19
Propreté des rues .....	19
Déchèterie .....	20
Véhicules de vidange .....	20
Protection des points d'eau .....	20
Désinfection.....	20
Hygiène et propreté .....	20
Respect des mœurs.....	21

---

d) DISCIPLINE DES ENFANTS .....	21
Heures de rentrée .....	21
Fréquentation des lieux publics.....	21
Délinquance d'enfant mineur.....	21
Jeux interdits.....	21
<b>VIII. COMMERCES.....</b>	<b>22</b>
Ouverture des commerces.....	22
<b>IX. DISPOSITION PÉNALES.....</b>	<b>22</b>
Amendes.....	22
Opposition à l'inculpation.....	22
Enregistrement.....	22
<b>X. DISPOSITIONS FINALES .....</b>	<b>23</b>
Entrée en vigueur .....	23
Certificat de dépôt .....	24

---

## DISPOSITIONS LEGALES

- Loi sur les communes du 9 novembre 1978, RSJU 190.11
- Décret sur les communes du 6 décembre 1978, RSJU 190.111
- Loi sur la police cantonale du 28 janvier 2015, RSJU 551.1
- Décret sur la police locale du 6 décembre 1978, RSJU 192.244.1
- Règlement d'organisation et d'administration de la Commune mixte de Courroux du 14 avril 2014
- Loi concernant le contrôle des habitants du 18.02.2009, RSJU 142.11.

## I. GENERALITES

### But

#### Art. 1

1. L'agence locale a pour but sur le territoire communal

- d'assurer l'ordre et la sûreté générale
- de faire observer les lois et règlements
- de veiller à la sécurité et à la tranquillité des habitants
- d'écarter les dangers et de secourir les personnes ayant besoin d'aide
- de veiller au respect de la propriété et de la propreté publiques et privées.

2. Dans l'exercice de sa mission, l'agence locale est un service public de proximité qui s'exerce dans un esprit de collaboration, d'éducation, de prévention, de conciliation et de répression. (mandat art. 7 RSJU 192.244.1)

### Tâches

#### Art. 2

L'agence locale s'occupe des tâches suivantes :

- patrouille et présence aux villages, ordre public ;
- collaboration avec la Police cantonale ;
- contrôle des lieux publics, sécurité, salubrité, tranquillité ;
- participer à l'élaboration de concept de circulation, de signalisation, de déviation et d'aménagements ;
- collaboration aux manifestations et encadrement des organisateurs ;
- rédaction de rapports, de correspondance et de communication aux autorités et aux administrés ;
- contrôle du stationnement et des véhicules ;
- gestion du contrôle des habitants ;
- localisation, mutation et inscription des habitants ;
- administration du contrôle des étrangers ;
- notification des mandats de répression ;
- tenue du service des objets trouvés ;
- interventions d'urgence ;

- police des constructions et surveillance des chantiers ;
- gestion du cimetière ;
- tenue du registre et de la taxe des chiens ;
- tenue des registres électoraux ;
- manutention et distribution de matériel ;
- repos dominical ;
- police champêtre ;
- surveillance et fermeture des commerces, auberges, foires et marchés ;
- gestion des patrouilleurs scolaires.

## Surveillance de l'agence locale

### **Art. 3**

L'agence locale est placée sous la surveillance directe du Conseil communal et son activité s'exerce sur tout le territoire communal.

## II. ORGANISATION

### Terminologie

### **Art. 4**

Les termes désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

### Composition

### **Art. 5**

1. Le Conseil communal est l'autorité locale qui exécute ce mandat par l'intermédiaire du maire ou de son adjoint.
2. Dans l'exercice de son mandat, le Conseil communal se dote d'une agence de sécurité locale et charge un employé communal (l'agent local) qui lui est subordonné, d'accomplir des tâches de l'agence locale pour autant que les prescriptions légales ne s'y opposent pas.
3. Font également partie du service de sécurité local, les gardes forestiers du triage Val Terbi.

## Attributions

### **Art. 6**

<sup>1</sup> Les attributions de l'agent local et des employés remplaçants, inspecteurs et chefs susnommés sont précisées dans le règlement d'organisation et d'administration de la commune et du triage forestier ainsi que dans le cahier des charges des personnes concernées et des instructions de service.

<sup>2</sup> L'agent local agit conformément aux dispositions cantonales sur la police locale. (RSJU 192.244.1) Il relève également du Conseil communal.

## III. CONTRÔLE DES HABITANTS

### Registre

#### **Art. 7**

<sup>1</sup> La personne qui arrive dans la commune avec l'intention de s'y établir ou d'y séjourner doit s'annoncer dans un délai de 14 jours au contrôle des habitants et déposer les papiers de légitimation requis, à savoir un acte d'origine ou un certificat de domicile.

<sup>2</sup> Les étrangers arrivant dans la commune en vue d'y exercer une activité lucrative devront obtenir un permis de séjour ou d'établissement du Service de la population, des habitants et des étrangers. Ils soumettront les pièces nécessaires en s'annonçant dans un délai de 14 jours au contrôle des habitants.

<sup>3</sup> Pour tous les autres cas, les étrangers devront s'annoncer dans un délai de trois mois.

<sup>4</sup> Les employeurs, bailleurs et logeurs sont tenus de communiquer toutes mutations au contrôle des habitants et de donner des renseignements à l'agent local lorsqu'il en fait la demande.

<sup>5</sup> Les émoluments à payer à la commune sont fixés par la législation.

### Changement de domicile

#### **Art. 8**

Les changements d'adresse à l'intérieur des limites de la commune doivent également être annoncés dans les 14 jours au contrôle des habitants.

## Contrôle

### **Art. 9**

Le contrôle des habitants a l'obligation de se renseigner sur l'arrivée et le départ des personnes tenues de s'annoncer. Il informe ponctuellement les instances militaires, de la protection civile, du service du feu, des autorités religieuses, des mutations.

## Objets trouvés

### **Art. 10**

Tout objet trouvé sera transmis à l'agence de sécurité locale.

## IV. POLICE SANITAIRE

### Lutte contre les épizooties

#### **Art. 11**

1. Le Conseil communal exécute les prescriptions édictées par la Police des épizooties et fixées par les normes légales.
2. Il ordonne, le cas échéant, les premières mesures en cas d'apparition d'une épizootie si le vétérinaire cantonal ou le vétérinaire officiel ne peut être atteint.

### Elimination des dépouilles et cadavres d'animaux

#### **Art. 12**

1. L'élimination des dépouilles, des déchets de boucherie ou d'abattoir, ainsi que l'enlèvement de cadavres d'animaux se fait au centre de déchets carnés de Soyhières.
2. La commune prend en charge les frais occasionnés par la destruction du gibier et des animaux morts dont le propriétaire est inconnu.
3. Les dispositions du règlement concernant la garde et la taxe des chiens sont réservées.

### Surveillance des cimetières

#### **Art. 13**

La surveillance des cimetières appartient au Conseil communal qui l'exerce par le personnel communal conformément au règlement concernant les inhumations et le cimetière de la commune de Courroux du 04 mai 2015.

## V. POLICE DES CONSTRUCTIONS

### Permis de construire

#### **Art. 14**

1. Lorsque des travaux de construction, de transformation, d'aménagement intérieur ou extérieur, de changement d'affectation, de démolition, etc., sont envisagés sur une propriété ou dans un bâtiment, le propriétaire concerné est tenu d'en informer le secrétariat communal et de se référer aux prescriptions du décret concernant le permis de construire sur l'aménagement du territoire et des constructions.

2. Suivant le lieu et le genre de construction, demeure réservée l'application du décret contributions des propriétaires fonciers du 11 décembre 1992, RSJU 701.71.

### Mesures de sécurité par rapport à la voie publique

#### **Art. 15**

Lorsque des travaux de construction sont exécutés à proximité immédiate d'une voie publique, le particulier ou l'entreprise est tenu de prendre les mesures nécessaires pour préserver celle-ci et ses usagers de tout dommage.

### Construction, utilisation des chemins et des ouvrages collectifs

#### **Art. 16**

1. La surveillance des routes et chemins publics appartenant à la commune incombe au Conseil communal qui prend toutes les mesures pour garantir en tout temps leur praticabilité (loi sur l'entretien et la construction des routes du 26 octobre 1978, RSJU 722.11)

2. S'agissant des ouvrages réalisés dans le cadre d'un remaniement parcellaire ou d'une amélioration foncière simplifiée (AFS), les dispositions du règlement concernant l'entretien des chemins de la commune de Courroux s'appliquent.

## VI. POLICE CHAMPÊTRE ET GARDE DES ANIMAUX

### Protection des finages

#### **Art. 17**

Il est interdit de traverser des finages pendant la période du 15 avril au 15 octobre.

## Protection des eaux

### **Art. 18**

Il est renvoyé à ce sujet aux règlements des eaux en vigueur.

## Protection des animaux

### **Art. 19**

La législation fédérale en matière de protection des animaux, ainsi que l'ordonnance portant exécution de la législation fédérale sur la protection des animaux du 28 mai 1985, (RJSU 455.1) sont applicables.

## Prescriptions particulières sur les chiens et autres animaux

### **Art. 20**

1. Les propriétaires de chiens doivent se conformer aux dispositions du règlement concernant la garde et la taxe des chiens de la commune de Courroux, adopté le 12 septembre 1979.
2. Pour tout autre animal, on procédera par analogie.
3. Il est en outre interdit de laisser pénétrer le bétail, volaille et animaux de compagnie sur le fonds d'autrui, y compris le fonds public. Demeurent réservées les conventions écrites et les dérogations entre propriétaires fonciers intéressés. Les détenteurs ou ceux qui en ont la garde sont responsables des dommages causés par ceux-ci, que ce soit sur le domaine public ou privé.
4. Les moutons et chèvres seront maintenus dans les pâturages clôturés de façon à ce qu'ils ne puissent pas faire de dégâts sur la propriété de privés ou de la commune. Les dégâts éventuels sont à la charge du propriétaire des animaux.
5. La transhumance des moutons est interdite sur l'ensemble du territoire communal. Seule demeure réservée une autorisation spéciale du Conseil communal délivrée d'entente avec le vétérinaire cantonal.
6. Il est interdit de laisser les animaux souiller les routes, places et fontaines publiques ainsi que les étangs.
7. Toute pièce de bétail, conduite dans les rues, doit être menée au licol. Il est toutefois fait exception pour les troupeaux suffisamment surveillés. Les dispositions de la loi et de l'ordonnance fédérale demeurent réservées.

## Conduite de chevaux

### **Art. 21**

1. Les cavaliers et les conducteurs d'attelages, sont soumis au droit fédéral sur la circulation routière.
2. En dehors des routes et des chemins, les cavaliers et conducteurs d'attelages utiliseront uniquement les pistes qui leur sont réservées.
3. Les cavaliers et conducteurs d'attelages ramassent les crottins de leurs chevaux.

## Protection de l'environnement, ordre et propreté aux alentours des bâtiments

### **Art. 22**

1. Les alentours des propriétés et des bâtiments doivent être maintenus en ordre.
2. Les terrains non bâtis dans le périmètre de construction doivent être entretenus.
3. Tout dépôt non usuel de vieilles voitures, de machines ou autre est interdit.
4. Il est interdit de laisser les chardons, les rumex et la folle avoine monter en graine dans les propriétés.
5. Il est défendu de jeter les débris, décombres, balayures et autres déchets sur le territoire communal.
6. Pour le surplus, on se référera au règlement communal concernant la gestion des déchets en vigueur, des arrêtés du Conseil communal, voire des dispositions du SEOD et celles de la déchèterie.

## Feux à proximité des maisons

### **Art. 23.**

1. L'incinération en plein air des déchets secs naturels provenant des forêts, des champs et des jardins n'est autorisée que dans la mesure où la fumée, les odeurs ou autres émissions n'incommodent par les voisins (loi sur les déchets du 24 mars 1999, RSJU 814.015) et qu'il n'y a pas danger d'incendie.
2. Demeurent réservées les prescriptions fédérales et cantonales concernant la protection de l'air et les dispositions découlant du règlement communal concernant l'élimination des déchets urbains en vigueur.

## Dépôt de machines hors d'usage

### **Art. 24**

Il est interdit de déposer des machines agricoles et d'autres véhicules hors d'usage sur l'ensemble du territoire de la commune.

## Protection des bornes et chevilles

### **Art. 25**

1. Si une borne ou une cheville est déplacée ou arrachée, le propriétaire doit en avvertir les parties intéressées qui requerront, si l'affaire ne peut s'arranger à l'amiable pour remplacer la borne ou cheville, l'intervention du géomètre conservateur.
2. Les frais seront supportés par la partie en faute.
3. Pour le surplus, on se référera au règlement communal concernant l'entretien et l'aménagement des chemins en vigueur.

## Prescriptions particulières concernant les chemins vicinaux

### **Art. 26**

1. La surveillance des routes et chemins publics appartenant à la commune incombe au Conseil communal qui prend toutes les mesures pour garantir en tout temps leur praticabilité (Loi sur la construction et l'entretien des routes RSJU 722.11).
2. Les chemins communaux, ruraux et vicinaux seront nettoyés et balayés lorsqu'ils ont été souillés par des travaux de campagne.
3. Les agriculteurs sont tenus de respecter les distances légales des cultures à la voie publique (banquette de 50 cm) (Loi sur la construction et l'entretien des routes, RSJU 722.11).
4. Il est interdit à tout agriculteur de faire usage des chemins vicinaux et ruraux pour faire des manœuvres avec son tracteur lors du labour et autres travaux de cultures. Dans le cas contraire, les travaux seront exécutés sous la responsabilité de la commune aux frais de l'intéressé.
5. Il est interdit de parquer sur les banquettes.

## Camping – Mesures restrictives

### **Art. 27**

1. Le camping sauvage est interdit sur tous les pâturages et autres terrains publics du territoire communal.

2. Une autorisation spéciale peut être délivrée par le Conseil communal. On tiendra particulièrement compte des prescriptions de l'ordonnance sur la protection des eaux, du 6 décembre 1978, (RSJU 814.21), ainsi que celles de la Loi sur les constructions et l'aménagement du territoire, du 25 juin 1987 (LCAT), RSJU 701.1.
3. Pour l'installation de résidences mobiles, caravanes et tentes, en dehors des terrains de camping désignés par la commune, sont applicables l'ordonnance sur les constructions et l'aménagement du territoire du 11 juillet 1990, RSJU 701.11 ainsi que le décret concernant le permis de construire du 11 décembre 1992, RSJU 701.51.
4. Les campeurs et pique-niqueurs sont tenus de remettre en l'état l'emplacement occupé et tous les déchets seront ramassés et emportés.
5. Il est interdit de couper du bois sur pied ou d'utiliser du bois façonné, empilé ou non, pour allumer du feu. Les feux ne peuvent être allumés qu'à des endroits ne représentant aucun danger.
6. Il est interdit de se laver ou de se baigner dans les fontaines réservées au bétail ou dans les étangs.
7. Pour les camps de plusieurs jours, le lieu de séjour est fixé par le Conseil communal et figure sur l'autorisation délivrée.

## VII. POLICE URBAINE

### a) ORDRE PUBLIC DÉFINITION

#### **Art. 28**

1. La voie publique est définie par les législations fédérales et cantonales.
2. Font partie de la voie publique au sens du présent règlement :
  - les installations publiques d'éclairage ;
  - les signalisations servant à régler la circulation ou à désigner les rues
  - les installations, petits monuments (barrières, bancs publics, croix, fontaines, stèles, corbeilles à déchets, etc.) des places et promenades, servant à maintenir la propreté de la voie publique ;
  - les vasques et les plantes d'ornement installées de manière permanente ou temporaire sur la voie publique.

### Circulation routière

#### **Art. 29**

1. La circulation routière est régie par les dispositions légales, fédérales et cantonales.
2. Le Conseil communal édicte des règles de circulation sur les chemins communaux et désigne les emplacements de stationnement pour tous les véhicules.
3. Il est en particulier interdit d'effectuer dans la localité des va-et-vient ou des circuits inutiles avec des véhicules à moteur ou de faire tourner le moteur à vide.

4. Le stationnement est interdit sur la voie publique et les places de parcs communales à tous les véhicules dépourvus de plaques minéralogiques.
5. Le parage sur les zones de stationnement non limitées est fixé à 48 heures maximum. Au-delà, une demande d'autorisation auprès du conseil communal est requise.
6. La mise en place de la signalisation amovible pour la réservation d'emplacement de stationnement doit intervenir 48 heures avant le début des préparatifs de la manifestation. Les véhicules stationnés avant la pose de la signalisation amovible et qui seront encore sur place seront évacués et mis en dépôt par un garagiste, frais à la charge de leur propriétaire.
7. Le Conseil communal peut, s'il le juge nécessaire pour la sécurité des usagers de la route et la fluidité du trafic, interdire le parage de véhicules à moteur sur la voie publique, ceci dans les secteurs sensibles
8. Selon l'ampleur des manifestations, le Conseil communal exigera l'engagement d'un service de circulation et de stationnement. Les frais sont à la charge des organisateurs, selon la nature de la manifestation, le Conseil communal est compétent pour participer.

## Usage de la voie publique, restrictions

### **Art. 30**

Tout usage abusif de la voie publique (routes, places, ponts, etc.) ou de ses éléments est prohibé. Il est en particulier interdit :

- a) de souiller ou d'endommager la voie publique (ordonnance fédérale sur les règlements de la circulation routière OCR), RS 741.11 Loi sur la construction et l'entretien des routes (RSJU 722.11)
- b) d'encombrer la voie publique par des dépôts d'objets ou de matériaux ;
- c) de troubler intentionnellement la circulation sur la voie publique et de mettre en danger ou d'importuner les usagers de la route.

## Dérivation

### **Art. 31**

1. L'usage de la voie publique à des fins artisanales ou commerciales ne peut intervenir qu'avec l'autorisation du Conseil communal.

2. Demeurent réservées les dispositions de l'Etat pour ses propres routes (art. 52, RSJU 722.11)

## Arbres et haies

### **Art. 32**

1. Les arbres, les haies vives et buissons bordant les rues et les places publiques seront élagués et taillés de façon à ce qu'aucune branche ne pénètre dans l'espace ré-

servé au trafic (gabarit d'espace libre). On se conformera pour le surplus aux dispositions de la loi sur la construction et l'entretien des routes, RSJU 722.11, faute de quoi l'autorité communale fera exécuter ces travaux aux frais des propriétaires.

2. L'élagage doit se faire de manière à ne pas entraver la libre circulation.

## Obligation d'éliminer des objets et autres présentant un danger

### **Art. 33**

1. Les arbres, poteaux et constructions de toute nature qui constituent un danger pour la chaussée d'une voie publique ou pour ses usagers doivent être enlevés par le propriétaire dans les plus brefs délais. Il en va de même pour tous les matériaux entreposés sur le bord des chemins ou sur la propriété d'autrui.

2. Sont applicables pour le surplus les dispositions de la loi sur les constructions et l'entretien des routes, RSJU 722.11.

## Dérivation des pluies

### **Art. 34**

1. Les eaux de pluie qui proviennent des places privées, des prés et des champs ne doivent pas être dirigées volontairement sur la voie publique.

2. Les dommages causés aux routes et chemins par l'inobservation de cette disposition sont réparés aux frais des contrevenants, si ces derniers refusent ou tardent à le faire eux-mêmes.

## Trottoirs

### **Art. 35**

1. Les trottoirs devront toujours être libres. Ils sont réservés aux piétons, aux voitures d'enfants et aux personnes handicapées.

2. L'usage des trottoirs est interdit aux vélos, aux cavaliers et à tous les véhicules motorisés ou non.

3. Les dispositions de l'article 50 OCR demeurent réservées, RS 741.11.

## Réparation de véhicules

### **Art. 36**

Il est interdit de procéder à la réparation de véhicules sur le domaine public.

## Voitures publicitaires

### **Art. 37**

La circulation de voitures publicitaires avec sonorisation est soumise à l'autorisation du Conseil communal.

## Fouilles dans les routes et chemins - obligations

### **Art. 38**

1. L'ouverture des routes et chemins publics communaux en vue de la pose ou de la réparation des conduites souterraines de toute nature ne peut avoir lieu qu'avec l'assentiment écrit du Conseil communal et ceci sur demande écrite de l'intéressé.
2. Le remblayage des fouilles ouvertes dans les routes et chemins goudronnés doit être fait conformément aux prescriptions de l'Etat. Les affaissements de routes ou chemins survenant à la suite de fouilles sont réparés aux frais de la personne ou de l'entreprise en cause, dans les plus brefs délais. Ce travail sera effectué sous la surveillance du responsable de la voirie.

## Professions ambulantes, fêtes du village

### **Art. 39**

1. Même munis de la patente cantonale, les propriétaires de cirques, carrousels, théâtres, etc., ainsi que les bateleurs ne pourront exercer leur industrie dans la commune sans l'autorisation préalable du Conseil communal.
2. Pour les fêtes du village organisées dans la commune, toute autorisation d'établissement d'un forain est subordonnée à la décision du Conseil communal. Un propriétaire ne peut, en aucune façon, mettre un terrain à disposition d'un forain sans l'autorisation du Conseil communal.
3. Le Conseil communal est compétent pour :
  1. attribuer la place de fête, communale ou privée ;
  2. fixer le montant de la location du terrain communal ;
  3. déterminer l'ouverture et la clôture des jeux qui se déroulent en principe les samedis, dimanches et le lundi de la fête de Courroux ;
  4. veiller à ce que les tarifs des forains ne soient pas excessifs.

## Sports d'hiver et enlèvement de la neige

### **Art. 40**

1. Par temps de gel, il est interdit de verser de l'eau sur la voie publique et sur les trottoirs.
2. Il est interdit de déposer sur la voie publique la neige provenant des domaines privés.

## Mesures spéciales

### **Art. 41**

Lors de manifestations spéciales ou d'événements sortant de l'ordinaire (fête, cortège, accident, etc.), l'autorité compétente peut prendre des mesures temporaires, par exemple, pour limiter ou dévier la circulation.

## Fontaines publiques

### **Art. 42**

<sup>1</sup>. Il est interdit de salir d'une manière quelconque les fontaines publiques, d'encombrer leurs abords, d'en vider ou d'en combler les bassins. Il est interdit d'y laver des véhicules et autres objets.

<sup>2</sup>. L'accès des fontaines doit être constamment libre.

<sup>3</sup>. L'eau des fontaines ne doit pas être utilisée pour la consommation.

## Domage à la propriété et souillures à la propriété d'autrui

### **Art. 43**

Il est défendu :

- d'endommager les arbres et autres plantations ;
- de détériorer les murs et édifices publics, les bancs, les pelouses et autres objets placés sur la voie publique ou sur les promenades ;
- de faire des graffitis ou des maculations sur les murs et sur les bâtiments publics et privés.

## Affichage public

### **Art. 44**

L'apposition de panneaux d'affichage n'est autorisée qu'aux endroits prévus à cet effet par le Conseil communal avec l'autorisation du Service des infrastructures (Ordonnance concernant la réclame extérieure et sur la voie publique du 6 décembre 1978, RSJU 701.251).

## b) TRANQUILLITÉ ET SÉCURITÉ PUBLIQUE

## Nuisances

### **Art. 45**

<sup>1</sup>. Sont interdites les nuisances excessives, dommageables ou importunes pour les voisins, intolérables en raison de la nature et de la situation des biens-fonds ou en vertu de l'usage local, qu'il s'agisse de feux, de fumées, de poussières, de vapeurs, de

suie, d'effluves désagréables, de bruits ou d'ébranlements ; est également interdite toute mutilation de l'aspect des rues, des sites communaux ou naturels.

2. De telles nuisances doivent être supprimées dans le délai prescrit par l'autorité compétente.

3. L'épandage du purin, fumier et lisier est journallement interdit entre 12 heures et 13 heures 30.

4. Le règlement de protection des sources doit être observé. En ce qui concerne le purinage dans les zones de protection des eaux, il est renvoyé au catalogue des restrictions d'utilisation des sources (voir approbation de l'Etat des 25 octobre et 20 décembre 1978).

## Bruit

### **Art. 46**

1. Sont interdits tous les actes de nature à troubler la tranquillité et le repos publics, soit de jour comme de nuit.

2. Le Conseil communal peut donner des autorisations exceptionnelles.

3. Entre 12 heures et 13H00, tous les travaux bruyants sont interdits dans les zones habitées.

## Engins motorisés

### **Art. 47**

1. L'utilisation des tondeuses à gazon, à moteur à explosion, des motoculteurs, des tronçonneuses et de tout autre moteur bruyant est interdite le dimanche et les jours fériés, ainsi que les autres jours entre 12 heures et 13H00 et de 20H00 à 7H00 du lundi au vendredi et à 8H00 le samedi. Le samedi, l'utilisation des engins précités cessera à 18H00.

2. Les sports motorisés sont interdits sur le territoire de la commune. Des autorisations peuvent être accordées par le Conseil communal.

## Engins pyrotechniques

### **Art. 48**

Il est défendu d'allumer des pétards et tous engins analogues. L'utilisation de fusées et de feux d'artifice n'est autorisée qu'à l'occasion de la Fête nationale, de la Fête de l'Indépendance du 23 juin et de la St-Sylvestre. Le Conseil communal peut exceptionnellement accorder une dérogation.

## Auberges, salles de concert et de réunion, lieux de divertissements

### **Art. 49**

Dans les salles de concert et lieux de divertissements, les portes et les fenêtres seront fermées en fonction du bruit occasionné.

## Travail du dimanche et des jours fériés

### **Art. 50**

1. Tout travail est interdit le dimanche, les jours de grandes fêtes religieuses ainsi que les jours assimilés au dimanche, au sens de la loi fédérale sur le travail, soit :
2. 1<sup>er</sup> janvier, Vendredi saint, Pâques, l'Ascension, la Pentecôte, la Fête-Dieu, l'Assomption, le 1<sup>er</sup> Août, la Toussaint et Noël. Cette interdiction s'étend également au lavage des véhicules.
3. Font exception à cette interdiction :
4. Le travail dans les établissements régis par des prescriptions de l'Etat ;
5. L'activité professionnelle des médecins, dentistes, vétérinaires, pharmaciens, sages-femmes, garde-malades et toute autre activité indispensable à la sauvegarde de la vie et des biens des citoyens.
6. Les travaux indispensables dans le ménage ;
7. La récolte des fourrages, des céréales et autres produits de la terre quand ils risqueraient de se gâter ou de perdre de la valeur.

Durant les jours fériés officiels qui ne sont pas assimilés à des jours de grandes fêtes religieuses, soit le Lundi de Pâques, le Lundi de Pentecôte, le 2 janvier, le 1<sup>er</sup> mai et le 23 Juin, pour autant que ces trois derniers jours ne coïncident pas avec un dimanche, il est permis de se livrer à des travaux qui ne causent pas de bruit et qui ne troublent pas les offices religieux ou, d'une manière générale, la paix dominicale (art. 3 de la loi sur les jours fériés et le repos dominical du 26 octobre 1978, RSJU 555.1).

En cas d'urgence, le Conseil communal peut, dans d'autres cas encore, autoriser le travail le dimanche.

## c) PROPRETÉ ET HYGIÈNE PUBLIQUE

### Propreté des rues

### **Art. 51**

Tous les déchets résultant du chargement et du déchargement de véhicules, du transport de matériaux, d'emballage ou du déballage de marchandises, devront être enlevés et/ou nettoyés aussitôt le travail terminé.

## Déchèterie

### **Art. 52**

1. La déchèterie est réservée aux citoyens de Courroux-Courcelon et aux entreprises travaillant sur le territoire communal.
2. La place de compostage est destinée à recevoir exclusivement des déchets organiques.
3. Sont applicables pour le surplus les dispositions découlant du règlement en vigueur concernant la gestion des déchets de la commune de Courroux.

## Véhicules de vidange

### **Art. 53**

Les véhicules servant à la vidange ou au transport de fumier, de purin, de boue etc... doivent être agencés de manière à ne pas porter atteinte à l'hygiène et à la propreté. Les propriétaires sont tenus responsables des conséquences de toute défectuosité de leurs véhicules.

## Protection des points d'eau

### **Art. 54**

Il est interdit de jeter des immondices ainsi que des animaux morts ou vivants dans les cours d'eau, les puits et les fontaines. Il est également interdit d'enterrer les cadavres d'animaux. Ils doivent obligatoirement être conduits au centre régional de ramassage des déchets carnés à Soyhières.

## Désinfection

### **Art. 55**

Par mesure de propreté et d'hygiène, le Conseil communal peut ordonner la désinfection et le nettoyage de tous locaux et installations présentant un danger pour la santé.

Il pourra au besoin faire procéder à cette désinfection aux frais des intéressés.

## Hygiène et propreté

### **Art. 56**

Le Conseil communal interdit l'habitation permanente de locaux insalubres, jusqu'au moment où il sera remédié aux inconvénients constatés.

## Respect des mœurs

### **Art. 57**

Le Conseil communal veillera à ce que l'ordre, la décence et le respect des bonnes mœurs soient constamment observés dans les établissements publics et dans les rues.

## d) DISCIPLINE DES ENFANTS

### Heures de rentrée

### **Art. 58**

Non accompagnés d'adultes, les enfants en âge de scolarité obligatoire ne peuvent circuler dans les rues ou sur les places publiques après 22 heures.

### Fréquentation des lieux publics

### **Art. 59**

Non accompagnés d'adultes, la fréquentation des établissements publics par les enfants en âge de scolarité obligatoire est également interdite. Est autorisée, la fréquentation des installations sportives ou des cantines ou locaux des sociétés locales, en cas de manifestation jusqu'à 20h00 à l'extérieur et jusqu'à 22h00 à l'intérieur.

## Délinquance d'enfant mineur

### **Art. 60**

Lorsque le contrevenant est une personne mineure, l'autorité communale porte connaissance de la dénonciation au Président du Tribunal des mineurs.

## Jeux interdits

### **Art. 61**

Tous les jeux qui sont de nature à troubler la tranquillité publique ou à compromettre la sécurité du trafic, des passants ou des enfants sont interdits.

## VIII. COMMERCES

### Ouverture des commerces

#### **Art. 62**

1. Les horaires d'ouverture et de fermeture des commerces sont régis par la loi sur les activités économiques du 26 septembre 2007, RSJU 930.1
2. Le Conseil communal est compétent pour fixer le jour pour les ventes hebdomadaires en soirée jusqu'à 21 heures (soit le jeudi, soit le vendredi) et les dates de cinq nocturnes jusqu'à 21 heures durant la période du 14 au 23 décembre.

## IX. DISPOSITION PÉNALES

### Amendes

#### **Art. 63**

1. Les contrevenants aux prescriptions du présent règlement et aux restrictions et conditions liées aux autorisations accordées sont passibles d'amendes de CHF 50.- à 5'000.-.
2. Le Conseil communal inflige les amendes en application des dispositions du décret concernant le pouvoir répressif des communes du 6 décembre 1978 RSJU 325.1.
3. Dans les cas de peu de gravité, le Conseil communal peut se borner à infliger une réprimande écrite.
4. En présence de faits touchant le droit fédéral ou cantonal, il y a lieu de les dénoncer auprès de l'autorité compétente.
5. Les dispositions pénales du droit fédéral et du droit cantonal demeurent réservées.

### Opposition à l'inculpation

#### **Art. 64**

Si l'inculpé forme opposition à la décision par écrit dans les dix jours dès la notification de celle-ci, l'autorité communale transmet le dossier au Procureur général pour y donner la suite qu'il convient conformément, au code de procédure pénale.

### Enregistrement

#### **Art. 65**

L'administration communale tient un contrôle des dénonciations et des amendes infligées.

## X. DISPOSITIONS FINALES

### Entrée en vigueur

#### **Art. 66**

1. Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par le Service des communes, à la date fixée par le Conseil communal. Sont abrogées toutes les dispositions antérieures et contraires au présent règlement, en particulier le règlement de police locale du 09 juillet 1965.
2. La révision totale ou partielle du présent règlement est de la compétence de l'assemblée communale.

Fait à Courroux en assemblée communale du 22 février 2016.

AU NOM DE L'ASSEMBLEE COMMUNALE

Le Président

Le Secrétaire

Philippe Lander

Luc Fleury



## Certificat de dépôt

Le secrétaire communal soussigné certifie que le présent règlement a été déposé publiquement au secrétariat communal durant le délai légal de vingt jours avant et 20 jours après l'assemblée communale du 02 février au 13 mars 2016.

Les dépôts et délais ont été publiés dans le journal officiel no : 1 du 13 janvier 2016.

Aucune opposition n'a été formulée pendant le délai légal.

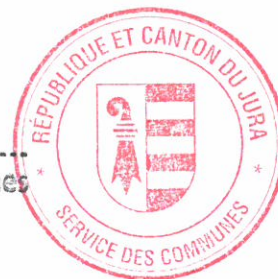
Le secrétaire communal



**APPROUVÉ**  
**~~\_\_\_\_\_~~/sans réserve**

25 MARS 2016

Delémont, le .....  
Le Chef du Service des communes



**DÉLÉGUÉ AUX AFFAIRES  
COMMUNALES**

30 MARS 2016

2, rue du 24-Septembre  
CH-2800 Delémont

t +41 32 420 58 50  
f +41 32 420 58 51  
secr.com@jura.ch

Conseil communal  
Place des Mouleurs 1  
2822 Courroux

Delémont, le 25 mars 2016/jb/27

**Règlement**

Monsieur le Maire,  
Madame, Messieurs les Conseillers,

Nous vous transmettons, sous ce pli, un exemplaire du

**règlement de l'agence de sécurité locale**

muni de notre décision d'approbation.

Nous vous prions de bien vouloir procéder à la publication de l'entrée en vigueur dudit règlement par l'intermédiaire du Journal officiel (cf. modèle joint).

Veuillez agréer, Monsieur le Maire, Madame, Messieurs les Conseillers, l'expression de notre parfaite considération.



Raphaël Schneider  
Délégué aux affaires communales



Julien Buchwalder  
Contrôleur d'institutions

Copie : Juge administratif

**DÉLÉGUÉ AUX AFFAIRES  
COMMUNALES**

2, rue du 24-Septembre  
CH-2800 Delémont

t +41 32 420 58 50

f +41 32 420 58 51

secr.com@jura.ch

Delémont, le 25 mars 2016/jb/2824

## **APPROBATION**

### **No 2824      Commune mixte de Courroux – Règlement de l'agence de sécurité locale**

---

Le règlement communal susmentionné, adopté par l'Assemblée communale de Courroux le 22 février 2016, est approuvé par le Délégué aux affaires communales de la République et Canton du Jura.

Le Conseil communal est prié de publier l'entrée en vigueur du présent règlement dans le Journal officiel.

  
**Raphaël Schneider**  
Délégué aux affaires communales



Copie : Juge administratif

Réuni en séance du 11 janvier 2016, le Conseil communal a décidé de fixer son entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Le règlement ainsi que la décision d'approbation peuvent être consultés au secrétariat communal.

Le Conseil communal

## Courchapoix

### Entrée en vigueur du règlement sur l'acheminement et la fourniture d'électricité

Le règlement communal susmentionné, adopté par l'Assemblée communale de Courchapoix le 14 décembre 2015, a été approuvé par le Délégué aux affaires communales le 24 février 2016.

Réuni en séance du 11 janvier 2016, le Conseil communal a décidé de fixer son entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Le règlement ainsi que la décision d'approbation peuvent être consultés au secrétariat communal.

Le Conseil communal

## Courchapoix

### Entrée en vigueur du règlement relatif au raccordement des producteurs d'énergie indépendants (RPEI)

Le règlement communal susmentionné, adopté par l'Assemblée communale de Courchapoix le 14 décembre 2015, a été approuvé par le Délégué aux affaires communales le 16 mars 2016.

Réuni en séance du 11 janvier 2016, le Conseil communal a décidé de fixer son entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Le règlement ainsi que la décision d'approbation peuvent être consultés au secrétariat communal.

Le Conseil communal

## Courroux

### Entrée en vigueur du règlement de l'agence de sécurité locale

Le règlement communal susmentionné, adopté par l'Assemblée communale de Courroux du 22 février 2016, a été approuvé par le Délégué aux affaires communales le 25 mars 2016.

Réuni en séance du 4 avril 2016, le Conseil communal a décidé de fixer son entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Le règlement ainsi que la décision d'approbation peuvent être consultés au secrétariat communal.

Le Conseil communal

## Courtételle

### Assemblée communale extraordinaire, mardi 19 avril 2016, à 20 h, à l'aula de l'école

Ordre du jour:

1. Procès-verbal de l'assemblée du 15 décembre 2015.
2. Discuter et voter un crédit de Fr. 411'000.– pour le réseau d'eau enterré Rue St-Maurice (du rond-point de la gare au pont de la Sorne). Financement par voie d'emprunt bancaire et donner compétence au Conseil communal pour la consolidation.

3. Statuer sur les naturalisations de
  - M. Giovanni Maturo
  - M<sup>me</sup> Genny Tajés Vacca
  - M<sup>me</sup> Gabriella Martino
  - M. Fernando Muiño Espasandin
  - M. Carlos Javier Obispo Angulo
  - M<sup>me</sup> Giuditta Merlino

## 4. Divers

Le procès-verbal mentionné au point 1 peut être consulté au secrétariat communal.

Les remarques et questions éventuelles sont à adresser par écrit au Conseil communal jusqu'au lundi 18 avril 2016.

Courtételle, le 23 mars 2016

Le Conseil communal

## Delémont

### Arrêté du Conseil de Ville du 21 mars 2016

#### Tractandum N° 08/2016

Le Règlement concernant le service des taxis est accepté.

Les documents sur la base desquels le Conseil de Ville s'est prononcé peuvent être consultés à la Chancellerie communale.

Cette décision est soumise au référendum facultatif.

#### Délai référendaire: 9 mai 2016

Au nom du Conseil de ville

Le président: Renaud Ludwig

La chancelière: Edith Cuttat Gyger

## Delémont

### Avis de dépôt

Le Conseil de Ville a approuvé le Règlement concernant le service des taxis dans sa séance du 21 mars 2016.

Conformément aux articles 4 et 6 du décret sur les communes du 6 décembre 1978, ce document est déposé publiquement à la Chancellerie communale, du 7 au 26 avril 2016, où il peut être consulté.

Les oppositions, dûment motivées et écrites, doivent parvenir à la Chancellerie communale de Delémont jusqu'au 9 mai 2016.

Au nom du Conseil communal

Le président: Damien Chappuis

La chancelière: Edith Cuttat Gyger

## Develier

### Assemblée communale extraordinaire, lundi 18 avril 2016, à 20 h 15, à la salle des assemblées du bâtiment administratif, rue de l'Eglise 8

Ordre du jour:

1. Approuver le procès-verbal de l'Assemblée communale ordinaire du lundi 14 décembre 2015 publié sur le site de la commune;
2. Décider l'ouverture d'un crédit de Fr. 170'000.– pour financer l'étude du projet de l'ouvrage de la protection contre les crues;
3. Décider l'ouverture d'un crédit de Fr. 70'000.– couvert par la provision de la Bourgeoisie, pour